



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 303 - 20 janvier 2016

- Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Mobilisation pour Jacqueline Sauvage - Paris - 23 janvier - Page 2
- 2 - Meurtre de 3 féministes kurdes ce mercredi. Nous sommes en deuil ! - MMF France
- 3 - Appel à l'action : Toute notre solidarité avec les femmes et le peuple kurde - MMF internationale - Page 2
- 4 - Angoulême : Haro sur la BD ! Un jury machiste pour un prix macho ! - Communiqué collectif
- 5 - Contre les violences faites aux femmes, contre le sexisme, contre le racisme ! - Texte collectif - Page 4
- 6 - Combattons le viol, l'arme de guerre du système patriarcal - MMF France - Page 5
- 7 - Pour chaque femme violée, notre indignation est totale - Osez le féminisme ! - Page 6
- 8 - Kippa, voiles, croix..., ne tombons pas dans le piège des terroristes - LDIF - Page 7
- 9 - Ce qui s'est passé à Cologne et dans d'autres villes allemandes dans la nuit du 31 décembre 2015 est effroyable - Assemblée des Femmes - Page 7
- 10 - Qui viole qui en Allemagne, Autriche, Finlande ? - Joelle Palmieri - <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com> - Page 8
- 11 - Cologne : Les féminismes et l'Islam - Valérie Toranian - Revue des Deux mondes - Page 9
- 12 - Silence, on viole - Texte collectif - Page 11
- 13 - Cologne : non au sexo-racisme - Florence-Lina Humbert - Page 13
- 14 - Agressions, exploitation, harcèlement sexuel : le lot des femmes réfugiées en Europe - Cécile Bourgneuf - liberation.fr - Page 13
- 15 - La laïcité, un droit fondamental, une valeur universelle d'émancipation - Sérenade Chafik
- 16 - Colloque : "Les crimes politiques et la quête de justice, vus à travers les assassinats à Paris, le 9 janvier 2013, des militantes kurdes Sakine Cansîé, Fidan Dogan et Leyla Saylemez - Paris - 28 janvier - Page 15
- 17 - Ripostons de façon unitaire contre les extrêmes droites pour défendre les droits des femmes - 26 janvier - Appel collectif - Page 16
- 18 - Colloque : « Femmes et immigrées: combats d'hier et d'aujourd'hui » - ASFAD - 28 janvier
- 19 - Rencontre : « Mutilations sexuelles féminines : de l'opposition à l'action - Paris - 2 février - Centre Hubertine Auclert - Page 18
- 20 - « Tolérance Zéro aux mutilations sexuelles » - Paris - 30 janvier - GAMS, Mairie 19ème
- 21 - Bougeons pour l'accès des femmes à tous les métiers - Maison des Femmes de Paris - 7 mars - Page 20
- 22 - Rappel - Finances le projet « Féministival ! » - organisé par Les Effronté-e-s ? - Page 20
- 23 - Nawal en Résidence au Bouffon Théâtre, Paris du 14 janvier au 31 mars (sauf le 11 février) - Page 21
- 24 - Cinéma : avant première de « L'homme qui répare les femmes » - Le Louxor - 28 janvier

MOBILISATION

1 - Mobilisation pour Jacqueline Sauvage - Paris - 23 janvier

Mobilisation pour Jacqueline Sauvage

Samedi 23 Janvier - de 10h30 à 12H30

Terre-plein de l'Arsenal - Métro Bastille

La mobilisation continue pour soutenir Jacqueline Sauvage et demander sa libération ! Vous vous êtes mobilisé-es sur Internet en signant la pétition, en relayant les différents articles, en lui écrivant ... c'est formidable !

Mais nous devons montrer qu'en plus d'être très présent-es sur la toile, nous saurons nous rassembler tou-te-s ensemble pour montrer notre détermination à la faire libérer !

Ce jour-là, ce sera aussi montrer par votre présence que les femmes victimes de violences ne sont plus seules, et que vous souhaitez leur montrer que vous serez là pour elles !

Jacqueline Sauvage et sa famille comptent sur nous ! ne les décevons pas !

Lien de la pétition qu'il faut continuer à faire signer ! chaque signature compte :

<https://www.change.org/p/françois-hollande-accordez-la-grâce-présidentielle-à-jacqueline-sauvage>

Vous pouvez lui écrire : Centre pénitentiaire Orléans Saran RD702, Les Montaubans, 4024 ancienne route de Chartres, 45770 Saran

INTERNATIONAL

2 - Meurtre de 3 féministes kurdes ce mercredi. Nous sommes en deuil ! - MMF France
Sevê Demir, membre de l'Assemblée DBP, Pakize Nayir, co-présidente de l'Assemblée du peuple du district de Silopi, ainsi que Fatma Uyar, militante du KJA : trois femmes kurdes, engagées politiquement, délibérément exécutées à Silopi au Kurdistan de Turquie.

Elles étaient engagées pour la liberté de leur peuple et son auto-détermination, Elles étaient féministes pour construire un monde de justice et d'égalité, Elles étaient laïques car c'est la seule solution pour respecter les choix personnels de suivre ou de ne pas suivre une religion.

Elles étaient parmi les quatre personnes assassinées au cours d'une attaque des forces gouvernementales contre des civils dans le district de Surnak's Slopi. Le corps de la quatrième victime n'a pas encore été identifié.

Sêvê Demir nous avait reçues le 6 mars, au démarrage de la Caravane européenne féministe de la MMF à Nusaybin. Elle était l'une des organisatrices du lancement de la Caravane européenne féministe au Kurdistan de Turquie. Elle avait 41 ans, avait survécu à 15 ans de prison, 68 jours de grève de la faim. Elle était militante du mouvement politique kurde. Notre douleur est grande, c'est une des nôtres qui a été assassinée.

L'horreur et l'indignation nous envahissent, la peine et la douleur font grandir notre colère.

3 - Appel à l'action : Toute notre solidarité avec les femmes et le peuple kurde - MMF internationale

Le 8 janvier 2016 s'est réalisé l'enterrement de trois combattantes et camarades, Pakize

Nayir, Fatma Uyar et Sêve Demir, assassinées par les forces de sécurité du gouvernement turc le 4 janvier dernier à Silopi. Nous, de la Marche Mondiale des Femmes, sommes particulièrement touchées par ce crime.

En 2015, les crises et des conflits armés ne nous ont pas empêchés d'organiser notre 4^e Action Internationale dans tous les coins du monde incluant aussi les lieux des conflits armés, à la campagne, dans les banlieues, en montagnes, partout où il y a des femmes en résistance. Dans le cadre de la 4^e Action Internationale, le lancement de la Caravane féministe européenne a été lancé sur le territoire kurde en Turquie dans le but de soutenir et renforcer les femmes kurdes dans leur lutte pour l'autonomie et l'autodétermination de leur corps et leurs territoires. Nous avons aussi donné de la visibilité aux alternatives construites par la résistance des femmes au système capitaliste, colonial et patriarcal.

Les 6 et 7 mars 2015, des milliers de femmes provenant des deux côtés de la frontière entre la Turquie et la Syrie se sont réunies pour participer à un forum de débats, aux activités culturelles et manifestations dans le cadre de l'activité de déploiement de la 4^e Action Internationale à Nusaybin, une ville divisée par la frontière. Des femmes qui jouent un rôle très important dans la construction d'une nouvelle société avaient partagé leurs expériences inspiratrices sur l'autodéfense des communautés locales.

Malheureusement, dernièrement le conflit entre le gouvernement turc et le peuple kurde a repris, en raison de l'échec des négociations de paix après les élections générales turques en juin 2015. Le résultat de ce nouveau moment de conflit est la mort de centaines de civil(e)s, la majorité sont des femmes et des enfants; des centaines de blessé(e)s ; et des milliers de personnes emprisonnées. Les assemblées populaires municipales kurdes ont déclaré la légitime autodéfense comme réponse à la violence perpétrée par la police de l'Etat dans les villes de territoire kurde. Il y a 17 maires de gouvernements populaires emprisonnés, inclut Sara Kaya qui nous a reçues pour la 4^e Action Internationale à Nusaybin.

On attaque actuellement les villes qui ont déclaré l'autonomie gouvernementale et on impose un couvre-feu impliquant la coupure d'électricité, d'eau et des communications. N'importe quelle personne dans la rue, qu'elle soit un-e enfant, une personne âgée ou une femme enceinte ou malade, est assassinée par des francs-tireurs. Quand les gens sont malades, ils ne peuvent pas chercher des soins médicaux. Les personnes ne peuvent pas enterrer leurs morts. Le couvre-feu les laisse en otage dans leurs maisons pendant des semaines sans rien à manger, ce qui aggrave leur santé. De plus, les avortements spontanés augmentent lors de cette situation. A Nusaybin le couvre-feu a été déclaré sept fois, et le dernier, du 14 décembre, et toujours en vigueur.

Enfin, trois femmes activistes kurdes, ont été assassinées par les forces de sécurité le 4 janvier dernier à Silopi. Une d'elles, Séve Demir, avait coordonné les événements du lancement de la 4^e Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes à Nusaybin.

Action : Nous dénonçons cet assassinat politique et appelons les Coordinations Nationales à organiser des manifestations devant les ambassades turques et à envoyer des lettres le 21 janvier 2016 pour condamner l'assassinat de trois femmes kurdes en exigeant :

- La fin de l'impunité et que les responsables répondent au crime commit devant la justice ;
- La fin des assassinats d'activistes politiques, des défenseurs des droits humains et des journalistes ;
- La fin du couvre-feu militaire en villes kurdes ;
- La retraite immédiate des forces militaires et paramilitaires des villes kurdes ;
- La déclaration immédiate d'un cessez-le-feu et le recommencement des négociations de paix ;

- L'arrêt des abus, des insultes et des mauvais traitements des personnes et particulièrement des femmes.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

Pour écrire : Ambassade de Turquie, 16, avenue de Lamballe 75016 Paris ; mail : ambassade.paris@mfa.gov.tr ; Adresse Facebook : <https://www.facebook.com/TurquieParis> ; Adresse Twitter : <https://twitter.com/TurquieParis>

TEXTES

4 - Angoulême : Haro sur la BD ! Un jury machiste pour un prix macho ! - Communiqué collectif

Depuis des siècles, afin que chasse soit bien gardée, tous les coups sont permis pour exclure les femmes de la vie publique. Qui d'entre nous n'a jamais entendu : les femmes n'ont pas d'imagination, les femmes ne savent pas faire de la politique, les femmes ne savent pas faire du sport, les femmes ne savent pas assumer des responsabilités importantes et blablabla et blablabla.....

Nous pensions avoir tout entendu sur le sujet - nos luttes ayant progressivement renvoyé tous ces ignorants machistes dans leurs murs.... Et bien NON ! Nous venons d'apprendre aujourd'hui que les femmes ne savent pas non plus créer, dessiner, scénariser des BD !!!! Merci au jury d'Angoulême pour cette nouvelle carence à notre actif !

Ce jury, composé quasi-exclusivement d'hommes, vient de publier les 30 nominés 2016 et roulement de tambour : 0 femmes !! Face à la démission de 10 auteurs ils reculent en proposant un Communiqué de presse où ils annoncent 10 femmes supplémentaires à leur liste. Le titre de leur un CP est révélateur de pratiques ou de rhétorique que l'on espérait révolues : "le festival aime les femmes, mais on ne peut pas refaire l'histoire de la BD", ou comment effacer l'histoire des femmes en une phrase !

Nous leur décernons donc la palme du jury le plus macho et nous appelons à boycotter leur festival phallocrate !

Nous appelons les militant-es pour les droits des femmes et pour l'égalité à promouvoir, médiatiser les femmes artistes de BD au travers notamment du prix Artémisia qui s'attache à visibiliser les femmes artistes dont font partie, évidemment, toutes celles exclues d'Angoulême. Le prix Artémisia 2016 sera annoncé à la presse le 9 janvier - jour de l'anniversaire de Simone de Beauvoir ! N'en déplaise à Angoulême, l'histoire de la BD ne s'écrit plus sans les femmes !

Signataires : Marche Mondiale des Femmes, collectif Droits des Femmes, Les EffrontÉ-e-s, Osez le Féminisme !

5 - Contre les violences faites aux femmes, contre le sexisme, contre le racisme ! - Texte collectif

Le 31 décembre, dans plusieurs villes d'Allemagne, des violences ont eu lieu à l'encontre de centaines de femmes : viols, autres agressions sexuelles, vols... Nous les condamnons !

Nous demandons que toute lumière soit faite sur ces faits, sur leur organisation massive, et que ces hommes répondent de leurs actes devant la justice.

Nous sommes et restons contre les violences faites aux femmes, quels que soient leurs auteurs, puisque des demandeurs d'asile seraient impliqués, où qu'ils soient et d'où qu'ils soient.

Nous condamnons aussi le détournement et la récupération de ces actes révoltants par des

partis de droite et d'extrême-droite souhaitant utiliser ces violences commises pour discréditer la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel. En aucun cas les violences faites aux femmes n'ont à être instrumentalisées ! Elles ont lieu dans tous les pays, dans tous les milieux, dans tous les espaces. Et elles doivent être dénoncées partout ! Les féministes allemandes l'ont bien dit :

« Non à la violence contre les femmes, que ce soit à Cologne, à la fête de la bière ou dans la chambre à coucher »

La violence envers les femmes n'a pas de frontière : notre solidarité envers les femmes n'a pas de frontière.

Il fera nuit : nous serons là ! Femmes du monde entier, ensemble.

Premiers signataires : Collectif National pour les Droits des Femmes, Cercle d' étude de reformes féministes, Collectif 20ème/Tenon, Collectif immigrés du Montargois, Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes, Coordination Lesbienne en France, les effronté-e-s, Ensemble !, Europe Ecologie Les Verts, Femmes Egalité, Femmes Libres de Radio Libertaire, Femmes Migrantes Debout, Femmes solidaires, FiEres, FIT, une femme un toit, Libres MarianneS, Ligue des Droits de l'Homme, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie, Ligue du Droit International des Femmes , Maison des Femmes de Paris, Manifeste des Libertés, Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles- Maroc, Mouvement des Jeunes Communistes de France, Mouvement des Jeunes Socialistes, NPA, Osez le Féminisme !, Planning Familial, PCF, Rajfire, Réseau Féministe Ruptures, SNPES-PJJ-FSU-Ile de de France, SNUEP-FSU, Union des Familles Laiques, Union Syndicale Solidaires.

6 - Combattons le viol, l'arme de guerre du système patriarcal - MMF France

Le 31 décembre, dans plusieurs villes allemandes, des centaines de femmes ont été sexuellement agressées. Nous exigeons justice pour ces femmes. Les violeurs, les harceleurs, les agresseurs - peu importe leur couleur, leur origine géographique ou leur religion - sont des criminels, violents, machistes, misogynes, meurtriers, des salopards. Ils sont entièrement responsables de leurs actes.

Nous exigeons aussi la transparence sur les événements qui ont permis de tels agissements, sur les responsables à tous les niveaux. Le service d'ordre, la police, l'armée, où étaient-ils en ces temps où les menaces d'attentats sont si présentes ? Pourquoi un tel rassemblement n'a-t-il pas été entouré de mesures de sécurité ? Les participants à ce rassemblement n'ont-ils rien vu ? Pourquoi n'ont-ils pas réagi ?

SILENCE ON VIOLE semble avoir été la pensée collective en cette tragique nuit du nouvel an 2016. Il est clair que les mesures de sécurité ne sont pas faites pour protéger les femmes.

Mais aussi, que de manipulations autour de ces horribles agressions :

- Manipulation sans doute dès le départ, dans l'organisation des groupes d'agresseurs. Ce n'était pas une action spontanée. Cela ressemble fortement à une organisation préparée. Mais par qui ? La réponse à cette question nous aiderait à comprendre à la fois les enjeux et les responsabilités.

- Manipulation des populations pour attiser des haines racistes, xénophobes, sans aucune prise en compte des dommages, des violences subies par les femmes.

- Manipulation des médias pour qui l'information et la défense des femmes victimes de violences importent moins que le populisme sensationnel

Les femmes sont toujours l'enjeu de toutes les horreurs commises par les fascistes, par les machistes, les virilistes et autres formes de la domination masculine. Ne les laissons pas s'accaparer nos vies et utiliser les violences que nous subissons au profit de leur idéologie destructrice.

7 - Pour chaque femme violée, notre indignation est totale - Osez le féminisme !

Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, des centaines de femmes ont été victimes d'agressions sexuelles et de harcèlement de rue à Cologne. 200 d'entre elles ont déposé plainte pour ces faits dont 2 pour viol. Nous leur apportons notre indéfectible soutien et condamnons ces agressions, d'une ampleur inconnue jusqu'alors. Leurs témoignages sont édifiants, et l'indignation massive.

Si nous saluons cette indignation collective et la rejoignons, nous ne pouvons que regretter que celle-ci soit à géométrie variable. En effet, chaque année, 84 000 femmes majeures sont violées en France, soit 230 par jour. Toutes doivent faire preuve d'un immense courage pour se reconstruire. Mais seules 10% d'entre elles réussissent à porter plainte et 2% des viols amènent à une condamnation des agresseurs. Le viol est donc le crime le plus impuni qui soit : dans notre pays existe un réel permis de violer. Face à cela, faisons-nous face à 365 jours d'indignation en France ?

Qui s'indigne quand des articles de presse relatant des affaires de viol prennent le soin de décrire la tenue de la victime, son goût prononcé pour l'alcool (comme dans le cas de cette jeune touriste canadienne qui a porté plainte pour viol contre des policiers) ou son attitude, sous-entendant qu'elle en serait responsable ? Les féministes. Qui s'indigne quand sont publiées les statistiques des violences perpétrées contre les femmes, qui restent les mêmes, année après année ? Les féministes.

Selon l'origine des agresseurs, y aurait-il des victimes de viol qui mériteraient d'être soutenues plus que d'autres ? Tous les jours, de Cologne à Paris, de Pékin à New York, du Caire jusqu'à Rio de Janeiro, dans l'hémisphère nord et dans l'hémisphère sud, des hommes, de tailles et de corpulences variées, de métiers variés, de confessions religieuses différentes, et de toutes origines sociales, agressent et violent des femmes. Pourquoi le font-ils ? Parce que ce sont des femmes, et que dans nos sociétés patriarcales, il ne fait pas bon d'être une femme. Parce que les violences sexuelles restent encore largement impunies à l'échelle mondiale, donnant aux agresseurs un sentiment de toute puissance. Parce que les victimes sont encore trop souvent traitées comme les coupables, comme nous le dénonçons dans la campagne "Viol, la honte doit changer de camp".

Le viol, parce qu'il est un crime patriarcal, est un crime politique. C'est tous les jours que nous, militant-es féministes, dénonçons le climat de peur dans lequel vivent les femmes : peur d'être harcelées dans la rue et les transports, peur de sortir seules tard le soir, sans compter la peur que vivent des centaines de milliers de femmes dans l'intimité d'un foyer, là où se déroule la majorité des violences. En effet, 86v% des viols sont commis par un homme connu de la victime. Nous devons mettre un terme à tous ces crimes. La société doit changer.

Pour que ces crimes cessent, des moyens conséquents doivent être mis en œuvre pour prévenir les violences sexuelles perpétrées par ces hommes, encourager les victimes à porter plainte, et faire en sorte que tous les criminels qui agressent et violent soient enfin condamnés.

Les agressions commises à Cologne, Zurich, Helsinki et d'autres villes lors du réveillon du Nouvel an sont d'une ampleur inconnue jusqu'alors. Toute la lumière doit être faite sur ces crimes, qui doivent être compris afin de prévenir leur répétition. Ils doivent être sévèrement punis et un message clair doit être envoyé aux agresseurs et futurs agresseurs. Les femmes victimes doivent également savoir qu'elles peuvent porter plainte et que la dénonciation des violences subies ne restera pas sans suite.

Si nous refusons de nous taire, nous refusons également de tomber dans les pièges qui nous sont tendus. Instrumentaliser ces crimes, laisser à penser que la violence machiste est un fait

étranger à nos sociétés, qu'il suffirait de fermer nos frontières pour nous en prémunir, c'est occulter la réalité du quotidien des femmes.

L'origine des agresseurs ne doit pas être un frein à la dénonciation de ces agressions, mais nous condamnons aussi toute forme de récupération raciste de cet événement, qui nuit aux femmes victimes de viol, et nuit aux droits des femmes en général. La lutte contre les violences patriarcales doit être une priorité, 365 jours sur 365. L'indignation ne doit donc pas être sélective, car le féminisme ne peut être à géométrie variable.

8 - Kippa, voiles, croix..., ne tombons pas dans le piège des terroristes - LDIF

Levée de bouclier de la part des représentants nationaux du judaïsme français, face aux déclarations du président du consistoire juif de Marseille incitant, temporairement, « *les juifs à enlever leur kippa* » suite à l'agression le 11 janvier d'un enseignant juif par un lycéen se revendiquant de Daech.

Retirer sa kippa serait donc céder à la peur et donner raison aux terroristes de tous poils ? Le grand rabbin de France, Haïm Korsia, a même invité le public à revêtir un « *couvre-chef* » le 20 janvier pour le match de 16^e de finale de la Coupe de France contre Montpellier, en signe de solidarité. Des supporters de l'Olympique de Marseille ont d'ailleurs répondu favorablement à cette demande.

Présenter ainsi la question revient à nous forcer la main. Serions-nous obligé-es d'approuver la multiplication des expressions religieuses ostensibles dans l'espace public (kippa, voile, croix...), pour manifester notre rejet d'actes d'une violence inqualifiable ?

Allons-nous faire comme les féministes suédoises qui, suite à l'agression d'une jeune femme voilée dans la banlieue de Stockholm, avaient en grand nombre manifesté leur soutien en se montrant voilées sur Instagram, Twitter ou encore Facebook à l'appel du hashtag #HijabUppropet. ?!

C'est justement parce que nous disons non au terrorisme que nous défendons une société construite sur des valeurs communes et non pas une société mosaïque où s'affichent les différences comme si elles étaient essentielles à notre humanité.

La diversité ne doit pas séparer mais unir.

9 - Ce qui s'est passé à Cologne et dans d'autres villes allemandes dans la nuit du 31 décembre 2015 est effroyable - Assemblée des Femmes

Ce qui s'est passé à Cologne et dans d'autres villes allemandes dans la nuit du 31 décembre 2015 - des agressions sexuelles à grande échelle contre les femmes par des hommes étrangers, dans un contexte de débordement des services de police - est effroyable.

Solidaire des 500 femmes victimes, l'Assemblée des Femmes exige que la clarté soit faite et que les auteurs soient punis.

Le traitement médiatique et politique qui a suivi nous rappelle combien les violences sexistes restent encore aujourd'hui minorées, combien, de manière insidieuse, les femmes victimes sont encore culpabilisées, coupables d'être là, dans l'espace public, de croiser le chemin des agresseurs... Si les réfugiés qui, il faut le rappeler, fuient la barbarie, doivent être accueillis et aidés, ceux qui ont commis ces actes odieux, quels qu'ils soient, doivent être désignés et jugés.

Il faut cependant également dénoncer les manipulations possibles de groupes extrémistes, qu'il s'agisse de l'extrême droite ou des extrémistes islamistes, dont on sait les motivations et les buts poursuivis par les uns et les autres.

Au-delà de la question des réfugiés, du déracinement et de l'infiltration de groupuscules délinquants, il est grand temps de dénoncer l'impact, en Occident comme en Orient, de l'idéologie islamiste salafiste, de montrer comment elle imprègne les esprits, comment elle est devenue un référentiel qui influence les modes de penser et de vivre de populations de plus en plus nombreuses.

Rappelons-nous les prêches de certains imams, tels Rachid Abou Houdeyfa, imam de la mosquée de Brest, proche du Collectif contre l'islamophobie en France, qui enjoint sur les réseaux sociaux aux femmes musulmanes de porter le voile «islamique», sous peine d'encourir les feux de l'Enfer dans l'au-delà et de subir des agressions sexuelles en ce bas-monde : «Si la femme sort sans honneur, qu'elle ne s'étonne pas que les hommes abusent de cette femme-là.»

Combien de femmes dans nos quartiers populaires, dans nos villes, sont de plus en plus dans l'évitement, dans la peur du harcèlement et s'excluent de fait de la fréquentation de nombreux lieux ? Combien finissent par céder au voilement pour avoir la paix ? Combien espèrent ainsi gagner en respect ? Combien de petites filles sont éduquées dans l'acceptation de la privation de leurs libertés ?

Si les pouvoirs publics mettent en œuvre de manière forte et déterminée dans les domaines relevant de leur responsabilité, des politiques de lutte contre le terrorisme et le djihadisme, les apôtres du relativisme culturel, en imposant leur lecture simplificatrice, enferment les musulmans dans un processus de victimisation et les non musulmans dans la culpabilisation. En travestissant le racisme anti arabe bien réel en «islamophobie», ils finissent par rendre inaudibles tous ceux dont la vigilance, les analyses et l'action politique contrecarrent les stratégies des différents relais islamistes.

Ces relais, très actifs tant dans le prosélytisme que dans la mobilisation contre ce qu'ils appellent «l'islamophobie», rallient à leur cause de nombreux groupes de militants de gauche, de l'antiracisme et des droits humains, avec d'autant plus d'efficacité que le contexte actuel est marqué à la fois par la montée de l'extrême droite et de ses attaques haineuses contre les arabes et les musulmans, et par une certaine désincarnation de la laïcité, quotidiennement remise en cause.

Ainsi, la pression des assignations communautaires que subissent les femmes (même dans le consentement), qui, in fine, travaillent la société tout entière, est considérée non pas comme porteuse d'inégalités entre les femmes et les hommes, de divisions et de replis communautaristes de plus en plus prégnants, mais, paradoxalement, dans une vision influencée par le modèle anglo-saxon, comme facteurs d'une diversité et «d'accommodements raisonnables», qui sociologiquement et historiquement ne sauraient être en cohérence avec notre construction de la République et de la laïcité.

Solidaires avec les femmes agressées en Allemagne, nous le sommes aussi de celles qui partout dans le monde se battent contre les intégrismes et l'obscurantisme, avec pour boussole l'espoir de construire à leur tour une société démocratique, laïque et d'égalité.

<http://www.assembleedesfemmes.com/>

10 - Qui viole qui en Allemagne, Autriche, Finlande ? - Joelle Palmieri -
<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Malgré les très nombreuses zones d'ombre, ce qui nous est donné à lire ou à voir concernant les « événements » de la Saint-Sylvestre à Cologne, Hambourg, Stuttgart, Helsinki, Vienne, résonne comme une litanie : plusieurs hommes, d'origine immigrée, ont agressé plus de 700 femmes dans la nuit du 31 décembre et ces faits ont été révélés près d'une dizaine de jours

plus tard par les autorités. Plusieurs questions s'imposent. En rafale... Qui sont ces agresseurs/violeurs ? On parle de Marocains, Algériens, mais aussi de Syriens, Irakiens, Iraniens, au pluriel donc, et d'un Américain, un Allemand et un Serbe, pour ce qui concerne Cologne. Sont-ils jeunes ou non ? Vivent-ils seuls, en famille ? Sont-ils de passage, réfugiés, en attente de papiers, immigrés de longue date, ou en situation irrégulière ? Ont-ils un travail ? Sont-ils connectés ou pas du tout ? Où ? Avec qui ? Leurs familles, des réseaux associatifs, des réseaux communautaires, nationalistes ? Et les agressées ? On ne sait rien d'elles... Sont-elles jeunes ou non ? Sont-elles elles aussi « d'origine immigrée » ? Où vivent-elles ? En ville ? En banlieue ? En cités ? Travaillent-elles ? Entretiennent-elles des liens avec des hommes immigrés ? Militants ? Familiaux ? Affectifs ? Autres ? Sont-elles connectées ? Avec qui ? Quels sont les thèmes sur lesquels elles twittent ? Et enfin, pourquoi une telle explosion en Allemagne, en Autriche, en Finlande ? Et pas en Espagne, Italie, Grèce... par exemple ?

Non seulement l'omerta règne quand il s'agit d'agressions sexuelles sur des femmes, largement tolérées, mais leur massification crée désarroi. Dans le cas présent, le trouble est d'autant plus grand que la manifestation ostentatoire du sexisme est automatiquement mise en balance avec le racisme. Les deux dominations ne peuvent être contestées de façon concomitante. Elles sont concurrentes, dans les médias, comme pour les autorités, qui craignent des témoignages xénophobes. Ceux-là ne se font jamais attendre. Leurs protagonistes ne loupent jamais une occasion de se faire connaître. L'idée de concurrence n'est pas neuve. Loin s'en faut. Le désarroi non plus. Il est parfois alimenté. En Egypte, en Inde, en Turquie, en Afrique du Sud, les jeunes femmes pauvres qui se font violer, voire tuer, par leurs homologues, leurs proches pour ne pas dire conjoints, n'ont qu'à se taire. Il en va de la survie de leurs États. Leurs puissances se mesurent désormais, à grand renfort de discours officiels, à l'expression virile de leur population masculine, menacée par un féminisme supposément importé, fauteur de troubles. Cette expression s'installe et crée une nouvelle socialisation basée sur la violence, sous toutes ses formes. Alors pourquoi en serait-il autrement dans ces pays d'Europe qui, après les avoir accueillies pour alimenter leur main d'œuvre bon marché, refoulent chaque jour plus de 200 personnes venues d'anciennes colonies hors de leurs frontières ? N'est-ce pas une violence en soit ? Rien ne justifie les actes de violences du jour de l'An. La socialisation par la violence des hommes racisés, par l'expression d'un virilisme exacerbé non plus.

11 - Cologne : Les féminismes et l'Islam - Valérie Toranian - Revue des Deux mondes

Les agressions sexuelles contre les femmes, qui ont eu lieu à Cologne lors de la nuit de la Saint Sylvestre, mettent une fois de plus en lumière les contradictions qui minent le mouvement féministe, et au-delà tous les humanistes antiracistes prompts à dénoncer l'islamophobie.

Je suis féministe, je crois au combat pour l'égalité hommes-femmes dans l'entreprise et le monde politique et à la lutte contre les violences faites aux femmes qui doivent être combattues sans laxisme. J'ai applaudi en 2003 à la loi sur l'interdiction des signes religieux, afin que l'école demeure le sanctuaire où se construit ce qui nous rassemble et non ce qui nous divise.

« *Fausse route* » : Je pense que notre statut de femme privilégiée en Occident nous impose un devoir de solidarité envers les femmes qui subissent, ailleurs dans le monde, l'oppression et la violence pour des motifs religieux s'appuyant et se confondant souvent avec des cultures patriarcales. Et bien entendu, quand cette culture religieuse/patriarcale/identitaire/anti-

femmes prétend s'exercer chez nous, en France, nous devons être vent debout à défendre notre heureuse spécificité.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un acquis fondamental de notre civilisation. La France est le pays où la conversation de salon entre hommes et femmes émerveillait les observateurs étrangers au XVIII^e siècle. C'est aussi la patrie de Simone de Beauvoir, qui a produit le texte fondateur du féminisme au XX^e siècle, où elle démontre que la place sociale des femmes (et non pas leur sexe ou leur sexualité) est une construction culturelle.

Les féministes ont fait « fausse route », selon l'expression d'Élisabeth Badinter, en minimisant pendant des années la montée de l'islam politique et son influence négative sur les droits des femmes. L'opprimeur ne pouvait être que l'homme blanc, capitaliste, héritier du colonialisme. Critiquer la culture islamiste qui surveille les mœurs et les tenues des femmes, faisait de vous une alliée de Satan, une néo-colonialiste, une islamophobe, une raciste.

L'épreuve du réel : Aujourd'hui les féministes, comme les progressistes, sont face à l'épreuve du réel. Toutes les victimes des agresseurs de Cologne décrivent le même scénario : elles étaient « encerclées par de petits groupes d'hommes d'apparence arabe ou maghrébine », « Les hommes se jetaient sur les femmes comme si nous avions été du bétail », « Les forces de l'ordre étaient totalement dépassées, incapables de protéger les jeunes femmes livrées aux attouchements d'hommes en rut, qu'elles soient accompagnées de leur petit ami ou non ».*

S'agit-il de migrants ? Vraisemblablement, pour une partie d'entre eux. Parmi les 31 suspects formellement identifiés, on compte 22 demandeurs d'asile - quelques Syriens, des Iraniens, un Irakien, mais surtout beaucoup d'Algériens et de Marocains.

« Aujourd'hui les féministes comme les progressistes sont face à l'épreuve du réel » : Évidemment il faut raison garder : tous les demandeurs d'asile ne sont pas des agresseurs sexuels potentiels et nous devons continuer d'accueillir, en les contrôlant et les encadrant, ceux qui fuient l'État islamique en Orient. Mais la brutalité de ces agressions nous a laissée sans voix. « Le problème, c'est l'image des femmes qu'ont de nombreux migrants, estime Heinz Buschkowsky, ancien maire social-démocrate de Neukölln, un quartier multiculturel de Berlin. Pour beaucoup d'entre eux, une femme sortant le soir n'est rien d'autre qu'une prostituée. Bien des hommes qui ont grandi dans une société patriarcale n'ont pas de honte à tripoter les femmes. Il faudra plus que des cours d'intégration pour changer cette image des femmes ! »

Les « sociétés patriarcales » d'où sont issus ces migrants sont directement pointées du doigt. Certes, mais il faudrait avoir le courage de dire que cette vision obscurantiste n'est pas d'essence très différente de celle que prônent beaucoup de mouvements issus de l'islam politique en France et notamment de la mouvance salafiste, antifrançaise, antirépublicaine, anti-droits des femmes, qui même si elle n'est pas majoritaire possède un ascendant indéniable dans les esprits.

Ne pas transformer le coupable en victime : Pour ces hommes chargés de surveiller les bonnes mœurs, une femme convenable ne porte pas de jupe, est voilée, ne sort pas le soir et ne ressemble en rien à l'image de la « Française » qu'ils qualifient de débauchée, buvant des coups aux terrasses des cafés avec des hommes, portant des vêtements provocants (une jupe, une robe...), une femme aux mœurs légères, une femme qui couche. Bref, une moins que rien. Et pourquoi respecter une moins que rien, à Cologne, à Paris, en Finlande ou ailleurs ? « Les vraies féministes n'ont pas peur du réel, elles sont de gauche comme de droite, et leurs valeurs sont universelles. »

Le puritanisme est l'autre folie de l'islamisme. Elle exerce sa violence sur les femmes. Elle est intolérable. Accepter que des femmes ne jouissent pas des mêmes droits que nous sous prétexte que c'est leur culture et leur religion, c'est du racisme. Se taire lorsque certaines

subissent des agressions sexuelles sous prétexte que ces hommes sont des migrants et des musulmans donc des victimes, c'est transformer le coupable en victime et mépriser la victime. Voilà où les errances d'un certain féminisme nous ont conduits. Ces militantes de gauche, championnes du relativisme culturel, trahissent à la fois l'égalité républicaine et leur famille politique qui a toujours défendu les droits des femmes. Les vraies féministes n'ont pas peur du réel, elles sont de gauche comme de droite, et leurs valeurs sont universelles

12 - Silence, on viole - Texte collectif

Cologne, Stuttgart, Berlin, Düsseldorf, Francfort, Munich, Vienne, Salzbourg, Zurich, Helsinki... Depuis quelques semaines des associations et personnalités de gauche, féministes, antiracistes, se sont engagées contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux. (<http://www.nousnecederonspas.org/sortir-de-letat-durgence>). Ce sont des engagements légitimes, que nous ne partageons pas forcément, mais que nous respectons infiniment.

En revanche, au vu des comptes-rendus journalistiques et policiers de plus en plus détaillés sur le tsunami d'agressions sexuelles dont ont été victimes des centaines de femmes en Europe le soir de la Saint-Sylvestre, nous attendons encore des engagements et des condamnations aussi fermes et unanimes de la part de ces mêmes associations et personnalités, féministes, de gauche, anti racistes.

Plusieurs centaines de femmes ont été agressées sexuellement pendant la nuit de la Saint-Sylvestre en Allemagne. Ces agressions sexuelles de masse pourraient avoir été organisées, a indiqué le ministre allemand de la Justice, Heiko Maas, sur la chaîne télévisée ZDF mercredi. « Le tout semble avoir été coordonné », a-t-il dit. Les récits des victimes sont terrifiants :

Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier à Cologne, des agressions sexuelles de masse ont eu lieu parmi la foule rassemblée devant la gare centrale et sur le parvis de la cathédrale pour admirer les feux d'artifices. Selon les premiers témoignages, environ un millier d'hommes, qui «d'après leur apparence physique seraient originaires des pays arabes ou d'Afrique du Nord», ont attaqué en groupe des dizaines de femmes. Ils en ont profité pour toucher leurs poitrines et leurs parties génitales ou leur voler leurs smartphones, portefeuilles et autres objets de valeur, comme le rapporte le quotidien Süddeutsche Zeitung.

Le nombre de plaintes liées aux violences sexuelles de Cologne a grimpé à plus de 500. Ce bilan n'a cessé d'augmenter jour après jour. Les suspects sont principalement des «demandeurs d'asile» ou des «immigrés en situation illégale», a indiqué samedi la police locale. Sur ce total de plaintes, environ 40 % ont été déposées pour des agressions sexuelles, a également dit la police. Jusqu'à présent, on n'évoquait que 170 plaintes déposées.

«Les personnes sur lesquelles enquête la police criminelle sont originaires en grande partie de pays d'Afrique du Nord. En grande partie, il s'agit de demandeurs d'asile et de personnes qui se trouvent en Allemagne illégalement», explique la police de Cologne. Elle précise néanmoins que «les enquêtes pour savoir si et dans quelle mesure ces personnes ont un lien avec les délits commis dans la nuit du Jour de l'An se poursuivent».

De son côté, la police fédérale a identifié 32 suspects, dont 22 demandeurs d'asile a indiqué vendredi soir le ministère allemand de l'Intérieur, actualisant de précédents chiffres. La police de Cologne, dont une centaine d'enquêteurs est mobilisée pour exploiter notamment 350 heures de vidéo. Un porte-parole de la police locale a indiqué alors que, «dans certains cas, la trace des téléphones portables dérobés le soir du Nouvel An conduisait vers des centres d'accueil de demandeurs d'asile ou à leur proximité immédiate».

Des enquêteurs y voient la main de la mafia marocaine.

En réponse à ces événements, Mme Henriette Reker, la maire de Cologne, exhorte les habitantes de Cologne à « s'adapter à ces genres de comportement », afin de faciliter l'intégration des migrants.

Autres conseils de l'élue: se tenir à une distance de la longueur d'un bras de tout personne, ne jamais se promener seules, et de demander l'aide des passants en cas de besoin. Tout ça fait partie d'un « code de conduite » qu'elles devront désormais adopter.

Alors que Cologne avait été la première à être touchée par ce déchaînement de violences sexistes et sexuelles, suivie par Hambourg (où 50 plaintes ont été enregistrées pour agressions sexuelles) et Stuttgart, les médias allemands évoquent à l'heure actuelle d'autres villes notamment Berlin, Düsseldorf, Francfort, Munich, mais aussi Vienne et Salzbourg en Autriche et Zurich en Suisse.

Un niveau inhabituel de harcèlement sexuel à Helsinki la nuit du Nouvel An a également été constaté. Trois cas d'agressions sexuelles ont été rapportés, dont deux ont donné lieu à des plaintes, dans la plus grande gare d'Helsinki, où s'étaient rassemblés quelque 1.000 demandeurs d'asile, pour la plupart irakiens, selon un communiqué de la police. Les suspects, trois demandeurs d'asile, ont été placés en détention. (Note 1)

Alors que nous savons désormais que les femmes réfugiées sont massivement victimes de viols et de violences sexuelles dans l'indifférence la plus totale (Note 2), alors que lorsque nous le dénonçons, certaines ONG nous répondent que ce n'est pas « le problème » (Note 3) nous posons la question: par quel miracle ces violeurs sont-ils devenus non seulement aux yeux de la société mais aussi des associations progressistes des intouchables ?

Depuis une semaine, alors que nous dénonçons ces violences, on nous demande à gauche de nous taire, ou de « rester prudentes » afin de ne pas « faire le jeu ». Même réaction que les pouvoirs publics : déni et minimisation. Par ce fait ces victimes comme toutes les victimes du monde entier se voient à nouveau dire qu'elles ne sont pas les bonnes victimes, que leurs agresseurs ont des circonstances atténuantes, qu'elles doivent prendre sur elles. Que n'aurait-on pas entendu si ces femmes avaient été violées par des groupes de skin-heads !

Ce « deux poids deux mesures » dans les dénonciations est proprement insupportable et parfaitement indigne. Notre vocation en tant que féministes et progressistes est d'être aux côtés de toutes les femmes victimes de violence masculine, d'où qu'elle vienne, même des hommes que nous sommes censés défendre.

Oui nous savons que ces agressions sont « récupérées ». Mais les femmes réfugiées comme européennes n'ont pas à subir des viols dans notre indifférence parce que nous avons peur de passer pour racistes auprès de gens qui le sont déjà. La peste brune prospère dans nos silences... Ce qui fait le jeu de l'extrême-droite c'est le déni et le mensonge, ce qui soulève l'indignation et la méfiance des peuples c'est le refus de dire la vérité, c'est de faire taire les victimes et de minimiser l'horreur qu'elles ont subie, voilà ce qui fait le jeu des extrêmes... En nous taisant ou en relativisant nous donnons à l'extrême droite la possibilité de faire croire à son mensonge qu'elle serait la seule à se préoccuper de la sécurité et de l'intégrité des femmes.

Enfin, à propos de ces interminables procès d'intentions qui nous ont été faits ces derniers jours nous répondons que ce qui s'est passé à Cologne et ailleurs, c'est que encore et toujours les victimes se voient dire qu'elles ne sont pas les victimes et que leurs agresseurs ne sont pas les coupables, on nous dit encore et toujours que si on écoute et on laisse parler les femmes, on va faire le « jeu » d'un nouvel agenda : quand nous dénonçons Cantat, nous ferions le jeu de la droite, quand nous dénonçons Tron, nous ferions le jeu de la gauche, quand nous dénonçons

DSK, nous ferions le jeu des antisémites, quand nous dénonçons les violences d'hommes racisés, nous ferions le jeu de l'extrême-droite...

Ce qui est certain c'est que les femmes sont éternellement les pions de ce jeu des hommes, ce qui est sûr c'est que cette nuit-là à Cologne et ailleurs des femmes ont été violentées, meurtries et saccagées et que la seule chose qui puisse émouvoir ou compter, c'est le « jeu » des uns et des autres.

Ce qui s'est passé à Cologne et ailleurs c'est que encore et toujours des victimes ont été mal traitées, silenciées et enjointes de se taire parce que les intérêts des uns sont prioritaires sur ceux des autres. Une chose reste certaine depuis plus de 5 000 ans : la domination masculine se porte bien et les violences des hommes resteront impunies. Alors, si même les forces de gauche ne les dénoncent pas, qui sera au côté de ces femmes ?

Premières signataires : Lise Bouvet, Christelle Di Pietro Solveig Halloin Diké Justice Christine Le Doaré, Martine Martiney, Yael Mellul, Catherine Moreau, Francine Sporenda, Ana-Luana Stoicea-Deram, Arlette Zilberg...

13 - Cologne : non au sexo-racisme - Florence-Lina Humbert

Après les événements de la nuit du Nouvel An à Cologne et ailleurs, les réactions anti-réfugiés que la majorité centre droit (CDU) - gauche bien pensante (SPD) craignait tant ont été littéralement pulvérisées par la manif de ce samedi : « Non aux violences sexistes, non aux violences contre les femmes, pénalisation des violeurs et des agresseurs d'où qu'ils viennent ». Le véritable fléau a été très bien identifié : la tolérance voire l'indifférence de la société allemande, de sa justice, de sa police et de ses institutions à l'égard des atteintes aux droits des femmes, des violences qu'elles subissent jour et nuit, dans l'espace public comme dans l'espace privé. La droite xénophobe en est pour ses frais avec ses tentatives de récupération. Les femmes ne sont pas dupes : dans un pays qui ne pénalise pas sérieusement le viol, et qui ne reconnaît même pas les atteintes sexuelles autres que le viol, où la jurisprudence précise noir sur blanc que « toucher les parties génitales de quelqu'un » ne peut pas être considéré comme un délit, où la femme est proposée sous forme de marchandise à consommer dans les publicités pour les bordels omniprésentes sur les murs et sur les bus, on ne peut pas faire comme si les violences sexuelles avaient été brusquement importées de Syrie ou d'ailleurs par quelques réfugiés alcoolisés. Ce que les femmes réclament c'est la fin de l'impunité pour les violeurs et les harceleurs, quelle que soit leur couleur. Le ministre de la justice Heiko Maas (SPD) a été maintes fois interpellé par les associations de terrain sur le sujet de la révision du paragraphe 177 sur le viol et brille lui aussi par son immobilisme. C'est de cette omnipotence et cette impunité masculine que les femmes veulent se débarrasser maintenant, et, - malaise chez les hommes allemands ?... il n'y avait pas d'hommes dans la manif (ou très peu A quand la révolution).

14 - Agressions, exploitation, harcèlement sexuel : le lot des femmes réfugiées en Europe - Cécile Bourgneuf - liberation.fr

Amnesty International a recueilli en Allemagne et en Norvège les propos de quarante réfugiées qui s'étaient rendues en Grèce depuis la Turquie, avant de traverser les Balkans. Elle rapportent avoir vécu dans la peur et la violence permanente.

«Je n'ai jamais dormi dans les camps. J'avais trop peur que quelqu'un me touche. Les tentes étaient toutes mixtes et j'ai été témoin de violences [...] Les femmes ne peuvent pas vraiment se plaindre et ne veulent pas causer de problèmes susceptibles de perturber leur voyage.»

Le témoignage de Reem, 20 ans, fait partie des quarante récits de femmes réfugiées, essentiellement syriennes, recueillis le mois dernier en Allemagne et en Norvège par Amnesty International. Des témoignages bouleversants qui témoignent de l'horreur vécue par les

migrants durant leur traversée de l'Europe et qui soulignent la vulnérabilité particulière des femmes dans ce périple. Beaucoup d'entre elles «sont exposées à des violences, à des agressions, à l'exploitation et au harcèlement sexuel à toutes les étapes de leur trajet, y compris sur le territoire européen.» rapporte l'ONG.

Leur exploitation commence avant même leur départ, au moment de négocier avec les passeurs. Quand elles n'ont pas assez d'argent, certains «essayent souvent de les forcer à avoir des relations sexuelles avec eux. Ils leur font du chantage, c'est une pratique répandue» explique Jean-François Dubost, responsable de la question réfugiés-migrants pour Amnesty France. «À l'hôtel en Turquie, un des hommes travaillant avec le passeur, un Syrien, m'a dit que si je couchais avec lui, je ne paierais pas ou que je paierais moins. Bien entendu, j'ai dit non, c'était dégoûtant. Nous avons toutes connu la même chose en Jordanie», raconte Hala, une jeune Syrienne de 23 ans originaire d'Alep. Une réalité déjà bien connue par les ONG, mais que ces témoignages viennent de nouveau attester.

Ils ont en outre mis en lumière une autre réalité : «Même les Etats européens ne sont pas en mesure de protéger ces femmes, remarque François Dubost. Ce sont les conditions dans lesquelles elles sont accueillies dans ces Etats qui provoquent des comportements déviants». Des femmes et des jeunes filles voyageant seules ou avec leurs enfants se sont en effet senties particulièrement en danger dans les zones et des camps de transit en Hongrie, en Croatie et en Grèce. Dans ces camps, où elles peuvent rester de quelques jours à plusieurs mois, les femmes sont parfois forcées de fermer l'œil dans des dortoirs mixtes avec des centaines de personnes, doivent utiliser les mêmes sanitaires que les hommes ou sont soumises aux regards de ces derniers qui peuvent facilement tout observer. Une dizaine de femmes interrogées par Amnesty International ont déclaré avoir été touchées, caressées ou déshabillées du regard dans ces camps. Résultat : certaines femmes interrogées disent avoir, pendant cette période, cessé de boire ou de s'alimenter pour éviter d'aller aux toilettes - ou même avoir préféré dormir dehors, où elles se sentaient plus en sécurité.

Chantage sexuels : La violence vient même, parfois, des surveillants. En Allemagne, un agent de sécurité a proposé à une Irakienne de 22 ans de lui donner des habits si elle acceptait de «passer du temps seule» avec lui. Les forces de l'ordre, pourtant sous responsabilité directe de l'Etat, ne protègent pas non plus toujours les femmes, au contraire. Le témoignage de Myriam, une adolescente syrienne de 16 ans, passée dans un camp en Grèce le prouve : «Des gens se sont mis à crier, alors des policiers nous ont attaqués et ont donné des coups de bâton à tout le monde. Ils m'ont frappée sur le bras avec un bâton. Ils s'en sont même pris à des enfants. Ils ont frappé tout le monde sur la tête. J'ai été prise de vertige et je suis tombée par terre, des gens m'ont marché dessus. Je pleurais et j'ai été séparée de ma mère. Ils ont appelé mon nom et je l'ai retrouvée. Je leur ai montré mon bras et un policier l'a vu et a ri, j'ai demandé à voir un médecin, et ils nous ont dit à toutes les deux de partir.»

Rania, une jeune Syrienne enceinte âgée de 19 ans raconte aussi son passage dans un camp en Hongrie : «Lors de notre deuxième jour sur place, des policiers ont frappé une Syrienne d'Alep parce qu'elles les avaient suppliés de la laisser partir [...] Sa sœur a essayé de la défendre, elle parlait anglais. Ils lui ont dit que si elle ne se taisait pas, ils la frapperaient elle aussi. Une chose similaire est arrivée à une Iranienne le lendemain parce qu'elle avait demandé plus de nourriture pour ses enfants.» Les représentants d'Amnesty International ont notamment parlé à sept femmes enceintes qui racontent avoir été écrasées par les mouvements de foule aux frontières et aux points de transit et qui ont souffert d'un manque de nourriture et de services de santé essentiels dans les camps.

«Alors que la crise des réfugiés s'est installée durablement en Europe, il n'y a aucun cadre spécifique pour protéger ces femmes, se désole François Dubost. Et pourtant, ailleurs dans le monde, les femmes bénéficient en général d'une protection particulière dans les camps de réfugiés. «Si cette crise humanitaire avait lieu où que ce soit ailleurs dans le monde, on s'attendrait à ce que des mesures pratiques soient immédiatement prises afin de protéger les groupes les plus vulnérables, comme les femmes voyageant seules et les familles ayant une femme à leur tête. Au minimum, cela impliquerait de proposer des installations sanitaires bien éclairées réservées aux femmes, et des zones séparées des hommes où elles puissent dormir en sécurité. Ces femmes et leurs enfants ont fui certaines des zones les plus dangereuses du monde, et il est honteux qu'ils se trouvent encore en danger sur le sol européen», conclut Tirana Hassan, responsable de la réaction aux crises chez Amnesty International.

15 - La laïcité, un droit fondamental, une valeur universelle d'émancipation - Sérenade Chafik

L'islamisme veut semer la terreur pour faire reculer la libre pensée et imposer ses lois totalitaires. Dans 20 pays, en 18 mois, une des organisations islamistes la plus meurtrière l'EI a causé plus de 1 600 morts. Depuis juin 2014, date de proclamation du « califat », l'EI et ses diverses « filiales » à travers le monde, ont commis 83 attentats et exécutions d'otages.

En attaquant Charlie le 7 janvier 2015, et les lieux de culture, de loisirs et de vie à Paris le 13 novembre, en détruisant le patrimoine mondial, notre mémoire collective et les fondements historiques de nos civilisations, l'islamisme a démontré qu'il compte sur la terreur pour s'imposer en maître religieux qui voudrait se répandre en un empire mondialisé. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront leur idéologie mortifère pour accomplir leur crime contre l'humanité.

Nous défendons la laïcité en tant que préalable à l'égalité de toutes les citoyennes et citoyens quelles que soient leurs sexes, leur identité sexuelle, leurs croyances, leurs convictions ou leurs origines. Parce que la Laïcité repose sur la séparation des pouvoirs politiques et religieux, nous déclarons que le principe de laïcité ne peut être ni négociable ni aménageable. Nous affirmons que la laïcité est le socle de toute démocratie.

Nous disons aux associations, médias, formations politiques et gouvernements que plus que jamais se taire ou tergiverser, c'est accepter l'inacceptable, devenir complice de l'infâme. Nous refusons le « relativisme culturel » consistant à accepter que les hommes et les femmes de culture musulmane soient privés du droit à l'égalité, à la liberté et à la laïcité au nom du respect des cultures et des traditions.

Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'« islamophobie », concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants.

Nous soutenons toutes celles et tous ceux qui luttent pour la promotion de la laïcité, la liberté de conscience, et qui luttent contre l'obscurantisme au péril de leur vie et de leur liberté.

Pour tout contact : promotion.laicite@gmail.com

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

16 - Colloque : "Les crimes politiques et la quête de justice, vus à travers les assassinats à Paris, le 9 janvier 2013, des militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez - Paris - 28 janvier

Le 9 janvier 2013, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez étaient

assassinées dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, en plein cœur de Paris. Ce triple assassinat a bouleversé tout un peuple, mais est pratiquement passé inaperçu en France. Une instruction judiciaire de deux ans et demi a permis de révéler la responsabilité des services secrets turcs (MIT) mais a pourtant été close sans que les commanditaires soient inquiétés.

A l'approche du jugement de cette affaire devant la Cour d'assises, ce colloque coorganisé par le Conseil Démocratique Kurde en France (CDKF), la Représentation Internationale du Mouvement des Femmes Kurdes et la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan (CNSK) se donne pour objectif de faire connaître ces assassinats politiques, leur contexte, et de mener une réflexion sur la lutte contre l'impunité. Il sera aussi l'occasion de rendre hommage à ces trois femmes remarquables qui ont payé de leur vie leur lutte pour la paix et pour une solution politique à la question kurde.

Nous avons l'honneur de vous inviter à ce colloque placé sous le haut patronage de Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis.

9h00 : Accueil et Discours d'Ouverture : Marie-George Buffet, Députée de Seine-Saint-Denis Joël Dutto, Porte-parole de la CNSK Hommage à Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, en présence de leurs familles

9h30-11h00 : analyse du dossier judiciaire : Modération : Sylvie Boitel, Avocate au Barreau de Paris, représentante des parties civiles 1- Jean-Louis Malterre, Avocat au barreau de Paris, représentant des parties civiles en France 2- Pinar Akdemir, Avocate au Barreau d'Ankara, représentante des parties civiles en Turquie 3- Eva Joly, Députée européenne (à confirmer)

11h00-12h30 : L'assassinat de Sakine, Fidan et Leyla : Au travers des crimes politiques commis en France.

Modération : Sylvie Jan, Présidente de France-Kurdistan 1- Antoine Comte, Avocat au Barreau de Paris, représentant des parties civiles 2- Nils Andersson, Editeur 3- Bachir Ben Barka, Président de l'Institut Mehdi Ben Barka, Mémoire vivante

14h00-15h30 : La lutte contre l'impunité au niveau international : Modération : Virginie Dusen, Avocate au Barreau de Paris, représentante des parties civiles 1- Olivier Peter, Avocat au barreau de Genève 2- Alexandre Balguy-Gallois, Avocat au barreau de Paris

15h45-17h45 : Contexte et perspectives politiques : Modération : Laure Marchand, journaliste 1- Hélène Flautre, ancienne Députée européenne 2- Nursel Kilic, Représentante du Mouvement des Femmes Kurdes en Europe 3- Selahattin Demirtas, Coprésident du HDP et Député à l'Assemblée nationale de Turquie 4- Eliane Assassi, Sénatrice de Seine-Saint-Denis

17h45-18h00 : Résolution finale

*Jeudi 28 janvier 2016 Salle Victor Hugo, 101, rue de l'Université - Paris 7e de 9h00 à 18h00
Merci de confirmer votre présence avant le 22 janvier 2016, midi, à cette adresse : sakinerojbinleyla@gmail.com. Veuillez indiquer dans le mail vos nom, prénom, date et lieu de naissance*

17 - Ripostons de façon unitaire contre les extrêmes droites pour défendre les droits des femmes - 26 janvier - Appel collectif

Le FN vient de nouveau de progresser lors des dernières élections régionales après les municipales et les départementales. Sa progression semble irrésistible, attirant à lui de plus en plus d'électorales et d'électeurs.

Juste avant les élections, Marion Maréchal Le Pen a fait sa sortie contre le Planning Familial, ce qui a heureusement provoqué un tollé général, notamment de la part des associations

féministes mais aussi de beaucoup d'autres structures.

Ces jours derniers, on ne dénierait pas au FN son opportunisme : qu'à Cologne de nombreuses femmes soient agressées sexuellement par des immigrés et des demandeurs d'asile et voilà Marine Le Pen féministe et son parti bouclier et défenseur des droits des femmes. Tout cela pour mieux propager son venin raciste et anti immigré. La tactique n'est pas nouvelle.

Déjà dans les municipalités où l'extrême droite est majoritaire des attaques se font jour contre les associations d'éducation populaire telles que des suppressions de locaux, de subventions. Ou alors on vire de la cantine des enfants dont un des parents est au chômage.

Nous pensons qu'il n'est pas possible d'attendre les élections présidentielles de 2017 sans réagir. Nous pensons que les féministes doivent s'unir sur ce combat de façon pérenne afin de pouvoir agir dans plusieurs directions :

- réagir à toutes les déclarations et atteintes contre les droits des femmes ;
- alerter et dénoncer les agissements des élu-e-s municipales- paux, départementales- taux, régionales- naux du FN et organiser la solidarité ;
- informer sur la réalité du programme du FN en ce qui concerne les droits des femmes et • faire un travail de dénonciation, déconstruction et conviction.

Nous insistons sur le fait que nous devons riposter de façon unitaire pour voir nos forces se conjuguer. Une première réunion a déjà eu lieu le 7 janvier dernier. Étaient présent-es : Attac genre et mondialisation, Coordination Lesbienne en France, Cndf, Femmes solidaires, FSU, LDH, PCF, Réseau féministe Ruptures.

Toutes ces structures vous invitent à les rejoindre lors d'une prochaine réunion qui aura lieu le 26 janvier à 18h30 à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau, 75010 Paris.

18 - Colloque : « Femmes et immigrées: combats d'hier et d'aujourd'hui » - ASFAD - 28 janvier

A l'occasion des 20 ans de l'ASFAD, la Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes de Paris organise, avec l'Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes Démocrates, un colloque pour les professionnel-les intitulé « Femmes et immigrées: combats d'hier et d'aujourd'hui »

Les femmes immigrées ont été pendant longtemps peu visibles des travaux de recherche. Pourtant, leur engagement militant a contribué à une plus grande prise en compte des difficultés rencontrées dans l'accès aux droits et a surtout fait émerger des problématiques de violences auxquelles les professionnels se sont efforcés de répondre. Pour illustrer le partenariat engagé sur Paris en faveur des femmes immigrées, les associations parisiennes et les partenaires institutionnels se réunissent aujourd'hui pour rappeler combien ils sont mobilisés autour des valeurs citoyennes et d'égalité à l'image du parcours de l'Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes Démocrates qui fête ses 20 ans.

PROGRAMME

9h00 : Accueil café

9h30 : Ouverture par Sophie BROCAS, préfète, secrétaire générale de la préfecture de la région Île-de-France, préfecture de Paris ;

9h45 : Intervention d'Hélène BIDARD, adjointe à la Maire de Paris en charge de l'égalité femme-homme, de la lutte contre les discriminations et des droits de l'Homme.

9h55 : Présentation de la journée par Louisa Touati, présidente de l'ASFAD et Saïda Belaïd, déléguée départementale aux droits des femmes ;

10h : «Contributions et richesses des femmes immigrées pour la société française » par Marie Poinot, Cité nationale de l'histoire de l'immigration

10h15 : Introduction par Fadila Bent Abdesselam, médiatrice juridique et sociale de l'ASFAD : « L'ASFAD, de 1995 à 2015, 20 ans d'expertise et de compétences au service des femmes immigrées en difficultés ».

• 10h30 à 12h30 : 1^{ère} table ronde sur « Accès aux droits des femmes immigrées pour une meilleure autonomie » animée par Fatima Jappont, coordinatrice de la mission prévention de la DDCS de Paris : OFII : Présentation des formations obligatoires dans le cadre du Contrat d'Accueil et d'Intégration : « Quels enjeux pour les femmes immigrées ? » par Marie-Christine Le Jehan, directrice adjointe à la Direction de l'Accueil et l'Intégration de l'OFII ; DDCCS de Paris : les ateliers sociolinguistiques et le dispositif « ouvrir l'école aux parents » par Dominique Lavarde, Chargée de la thématique intégration linguistique et des dispositifs CLAS et OEPRE ; APSV : Les modules Santé dans les ASL et les premiers résultats de l'enquête sur l'accès aux droits de santé menés auprès des professionnels du 19^{ème}, par Agnès Sztal, coordinatrice de l'Atelier Santé Ville de Paris 19^{ème} w Ville de Paris : les structures parisiennes spécialisées dans l'accès aux droits par Emmanuelle Thiollier, Cheffe de la mission accès aux droits ; Clémence Pajot, Directrice Centre Hubertine Auclert : « Accompagner et renforcer les associations de femmes migrantes qui œuvrent pour les droits des femmes et l'égalité femmes/hommes »

Echanges avec la salle

12h30-14h00 : Buffet dans le hall de la préfecture

14h : « La dimension sociologique des situations de violences faites aux femmes » par Ana Luana Stoicea-Deram de l'ADRIC, formatrice en Politiques sociales

• 14h15 à 16h20 : 2^{ème} table ronde sur « Femmes et Immigrées victimes de violences : actions spécifiques ? », animée par Louisa Touati, présidente de l'ASFAD : Isabelle Gillette-Faye, directrice de la Fédération nationale GAMS : « Accompagnement et repérage des jeunes filles victimes de mariage forcé et d'excision » ; Fadila Bent Abdesselam, médiatrice juridique et sociale de l'ASFAD : « Accompagnement des femmes victimes de violences, le travail de l'ASFAD au quotidien » avec le témoignage de Houda ; Mounia ZAHIR, juriste au CIDFF de Paris : « Le dispositif de Télé protection Grave Danger et l'Ordonnance de protection » ; Carole Keruzore, directrice de l'association Libre Terre des Femmes : Problématique de la langue pour les femmes victimes de violences et outils pour palier à ce problème : diffusion de clips en plusieurs langues et « le café des droits » ; Vivianne Monnier, directrice de l'association Halte Aide aux femmes battues et Vice-présidente de l'ASFAD, et w Meriem Belaala, présidente de l'association « SOS femmes en détresse » à Alger, « L'hébergement des femmes victimes de violences : un exemple réussi de partenariat entre deux rives de la Méditerranée » Echanges avec la salle

• 16h20 à 16h30 : Conclusion et clôture par Éric Lajarge, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Paris

Le jeudi 28 janvier 2016 De 9h à 16h30, Préfecture de Région d'Île-de-France, Amphithéâtre Rambuteau, 5, Rue Leblanc - 75015 Paris ; Inscription obligatoire sur asfad@free.fr ou ddcs-droits-des-femmes@paris.gouv.fr. Se munir d'une pièce d'identité pour l'entrée

19 - Rencontre : « Mutilations sexuelles féminines : de l'opposition à l'action » - Paris - 2 février - Centre Hubertine Auclert

A l'occasion de la journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines du 6 février, l'Observatoire contre les violences faites aux femmes du Centre Hubertine Auclert organise une rencontre autour d'un film et d'un roman, en partenariat avec le Collectif Excision Parlons-en. Thème de la rencontre : Mutilations sexuelles féminines : de l'opposition

à l'action. Un documentaire et un roman pour mieux comprendre et s'en inspirer pour agir ici et ailleurs.

Près de 125 millions de femmes sont excisées dans le monde (UNICEF), dont près de 53 000 en France (INED). Cette pratique affecte gravement la santé des filles et des femmes ici et ailleurs et elle est une atteinte à leurs droits. Des mobilisations sociales et politiques ont émergé depuis plusieurs dizaines d'années dans de nombreux pays. Cependant, pour accélérer l'abandon de cette pratique, il faut prendre en compte le fait qu'il s'agit d'une norme sociale impliquant un changement de comportement. Comment protéger les filles de l'excision ici et ailleurs ? Comment agir pour favoriser la prise de conscience sur cette violence faite aux femmes ? Comment accompagner les femmes concernées ?

Pour aborder ces questions, nous vous proposons de découvrir le parcours de femmes excisées qui s'émancipent de cette pratique : Martha Diomandé, héroïne du documentaire « La Forêt Sacrée » de Camille Sarret (52 minutes) et Awa, personnage phare du roman « La tête ne sert pas qu'à retenir les cheveux » de Sabine Panet et Pauline Pénot.

La projection du film sera suivie de lecture d'extraits du roman puis d'un débat en présence de : Camille Sarret, réalisatrice du film ; Martha Diomandé, association ACZA (*sous réserve*) ; Sabine Panet et Pauline Pénot, co-auteurs du roman ; Marion Schaeffer, du collectif Excision Parlons-en.

Mardi 2 février 2016 de 18h à 21h au Centre Hubertine Auclert, 7 impasse milord, 75018 Paris. Inscription : www.hubertine.fr/orvf6fev

20 - « Tolérance Zéro aux mutilations sexuelles » - Paris - 30 Janvier 2016 - GAMS, Mairie 19^{ème}

En partenariat avec la Mairie du 19^{ème} arrondissement de Paris, la Fédération nationale GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, des Mariages Forcés et autres pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et des enfants) et ses partenaires (Centre d'animation Curial, Entraide et Espoir, Equilibres et Populations, Espace 19, Excision, parlons-en, La Ligue de l'Enseignement fédération de Paris) organisent une rencontre avec le public à l'occasion de la Journée internationale du 6 Février, dite "Tolérance Zéro aux mutilations sexuelles".

Le documentaire intitulé "L'excision, une lutte au quotidien" (Safe et Rasca Productions), qui évoque la réalité de la lutte contre l'excision dans plusieurs pays (Niger, Burkina Faso, Mali, Kenya, Mauritanie, France), sera projeté et suivi d'un débat avec l'assemblée, en présence de représentants de la Fédération nationale GAMS, qui répondront aux questions posées par public en rapport avec les thèmes du film.

En présence du maire du 19^{ème} arrondissement, M. François Dagnaud, de Mme Hélène Bidard, adjointe à la Maire de Paris chargée de toutes les questions relatives à l'égalité femmes/hommes, la lutte contre les discriminations et des Droits Humains, un hommage sera rendu à Mme Kadiatou Diabira, fondatrice de l'association "Entraide & Espoir", militante et figure incontournable de la vie associative du 19^e arrondissement.

Des stands associatifs et un buffet permettront à chacun de s'informer et d'échanger sur ce sujet majeur.

Enfin, l'artiste Sadibou Kanté clôturera cette journée par un concert de musique malienne.

Samedi 30 Janvier 2016, Centre d'animation Curial, 16 rue Colette-Magny, 75019 Paris.

Pour vous inscrire, vous pouvez envoyer un courriel à l'adresse : tolerancezero2016@gmail.com ou répondre au formulaire en ligne, cliquez sur : Inscription Tolérance Zéro aux Mutilations sexuelles féminines 2016

21 - Bougeons pour l'accès des femmes à tous les métiers - Maison des Femmes de Paris - 7 mars

Tous les métiers doivent être mixtes ! Pour que les femmes prennent leur place dans tous les emplois et dans ces métiers dits traditionnellement « masculins », la Maison des femmes de Paris organise régulièrement des rencontres pour faire connaître les expériences positives et favoriser l'orientation des femmes vers des métiers qui diversifient leurs opportunités professionnelles.

- Vous êtes une femme et vous exercez un de ces métiers ? Venez témoigner, expliquer qu'est-ce qui vous a motivée, comment vous vous êtes formée, si vous rencontrez des difficultés et comment vous les surmontez, qu'est-ce que vous apporte ce métier...

- Vous êtes formateur-trice, travailleur-euse social-e, éducateur-trice dans une mission locale, agent-e de Pôle emploi, dirigeant-e d'entreprise ? Vous encouragez ou accompagnez des femmes qui veulent faire ces métiers ? Venez témoigner de ces pratiques et de ces projets qui changent le monde du travail !

Vous connaissez un film documentaire (court métrage) sur un de ces métiers, sur une initiative en faveur de la mixité des métiers ? Envoyez-nous les informations !

Si des personnes voulant témoigner ne pourraient pas être disponibles, nous pouvons enregistrer quelques entretiens en vidéo.

Contactez-nous si vous êtes intéressé-es !

Lundi 7 mars - Maison des Femmes de Paris, 163 rue de Charenton, Paris12ème, 01.43.43.41.13, maisondesfemmesdeparis@orange.fr

22 - Rappel - Financez le projet « Féministival ! » - organisé par Les Effronté-e-s ?

De 1997 à 2009 : 100 % des spectacles au théâtre de l'Odéon à Paris ont été mis en scène par des hommes. 94 % des œuvres subventionnées que nous écoutons sont produites par des hommes. L'exposition Dyonysiac, en 2005 au Centre Pompidou, qui prétendait présenter de jeunes artistes prometteurs, ne comptait aucune œuvre de femme.

En 2015, les femmes dirigeaient 0 % des Théâtres Nationaux, 10% des scènes de Musiques Actuelles, 11 % des Centres Chorégraphiques Nationaux Elles représentent seulement... 1 % des compositeurs ; 22 % des auteurs ; 26 % des metteurs en scène

Pendant de longs siècles, les femmes n'ont été valorisées dans l'art qu'en tant que muses ou qu'objets de représentation. Les hommes recevaient une éducation artistique dans des écoles et se projetaient dans une carrière, tandis que les femmes étaient écartées voire interdites de ces lieux d'apprentissage. L'École des Beaux-Arts n'a accepté des femmes dans ses rangs qu'à la fin du 19ème siècle. L'Orchestre philharmonique de Vienne n'a permis de recruter des musiciennes qu'en 1997 !

Quelques unes ont réussi à faire carrière, mais leurs œuvres ont ou bien été condamnées à l'oubli comme Artemisia Gentileschi ou Rosa Bonheur, ou bien leurs autrices ont été internées ou traitées en folle, voire ont sombré dans la folie comme Sylvia Plath, Camille Claudel ou Virginia Woolf. D'autres ont dû se travestir en homme, comme George Sand, pour prétendre au respect et à la reconnaissance.

Le pouvoir a quelques territoires privilégiés comme le sont le pouvoir économique et politique, majoritairement entre les mains d'hommes. Mais il y a aussi celui des représentations et de la culture, qui n'est pas des moindres puisque c'est le pouvoir de déconstruire et de réinventer les normes. C'est aussi grâce à la créativité des actions féministes, à l'originalité de la revue « Le torchon brûle », au talent de Carole Roussopoulos, d'Anne Sylvestre, de Barbara Kruger ou

de Frida Khalo, que la pensée féministe a pu être transmise à la postérité et marquer l'Histoire !

Cette lutte n'est pas terminée, l'[incident du festival de Bande-Dessinée d'Angoulême](#) l'a encore démontré !

Pour soutenir financièrement : <https://www.lepotcommun.fr/pot/p7rfin8i/participer>

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

23 - Nawal en Résidence au Bouffon Théâtre, Paris du 14 janvier au 31 mars (sauf le 11 février)

Les jeudis de chaque semaine des trois premiers mois de l'année, seul ou accompagnés d'invités, Nawal dévoile un pan de son univers au Bouffon Théâtre.

"Rares sont les femmes auteures- compositrices aux Comores, Nawal est une exception. Cette chanteuse multi instrumentiste puise dans ses racines afro-soufie un souffle unique. Elle crée un lien entre la culture de ses ancêtres et l'imaginaire intemporel des grandes voix de la liberté." -Benjamin MiNiMuM

Réservation fortement conseillée ! Bouffon Théâtre, 26/28 Rue de Meaux, 75019 Paris. Infos : +33 (0) 7 54 82 65 47

24 - Cinéma : avant première de « L'homme qui répare les femmes » - Le Louxor - 28 janvier

L'usage du monde, en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, ARTE et France Médias Monde, propose une projection en avant-première du film documentaire « L'homme qui répare les femmes » de Thierry Michel et Colette Braeckman, Pays.

Prix Sakharov 2014, le docteur Mukwege est internationalement connu comme l'homme qui «répare» des milliers de femmes violées durant 20 ans de conflits à l'Est de la République Démocratique du Congo. Il mène une lutte incessante pour mettre fin à ces atrocités et dénoncer l'impunité dont jouissent les coupables. Menacé de mort, ce médecin au destin exceptionnel vit dorénavant cloîtré dans son hôpital de Bukavu, sous la protection des Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Congo. Mais il n'est plus seul à lutter.

La projection sera suivie d'une rencontre avec Thierry Michel animée par Francis Kpatindé, RFI.

Pour réserver : <http://www.cinemalouxor.fr/reserver/F101994>